



## **Il faut que cessent la répression et la criminalisation des réfugiés**

Des milliers de réfugiés sont pris en otages entre les frontières de la Biélorussie et celle de la Pologne, frappés, gazés, par les policiers et les militaires des deux Etats. Déjà, plusieurs migrants sont morts de froid et de faim dans les forêts. Les organisations qui essaient de venir en aide aux réfugiés, notamment en Pologne, sont empêchées d'agir.

Un nouveau pas est franchi dans la politique de répression des Etats d'Europe contre les réfugiés. Aux réfugiés, traqués par le dispositif Frontex, qui essaient de traverser la Méditerranée, devenue un cimetière marin pour des milliers d'entre eux ; à ceux qui se lancent sur des embarcations sur la Mer du Nord, et dont beaucoup périssent, viennent s'ajouter aujourd'hui les « damnés de la terre » qui tentent de franchir les frontières des Etats membres de l'UE de l'est européen qui sont refoulés, battus... Mais cette fois, ces réfugiés sont présentés comme des troupes d'une « guerre d'invasion », envoyées par le régime réactionnaire de Biélorussie, et repoussés par les forces armées polonaises aux ordres du régime tout aussi réactionnaire de Pologne. Ce dernier est soutenu par les dirigeants de l'UE qui l'exhortent à « tenir bon » et à « protéger les frontières extérieures de l'UE » des vagues de migrants. Quant au régime de Biélorussie, il peut compter sur un soutien de la Russie, du régime turc, qui voient une occasion de tirer parti des difficultés des gouvernements de l'UE.

Ces réfugiés afghans, syriens, yéménites, africains ... fuient les pays ravagés par plusieurs guerres menées par les puissances impérialistes. Elles sont les principales responsables du chaos politique, social, économique et des conflits et des guerres qui provoquent la misère et obligent des millions de personnes à chercher un refuge ailleurs, dont une petite partie d'entre eux, essaie de rejoindre l'Europe.

Ceux qui ont été piégés à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne, sont victimes aujourd'hui de la confrontation entre les Etats de l'UE et la Russie et ses alliés. Ils font également les frais des surenchères réactionnaires, nationalistes, racistes, entre les gouvernements des différents Etats de l'UE. Le signe en est la multiplication des murs, la militarisation des frontières et la criminalisation des réfugiés.

Le gouvernement français participe à cette politique.

Au même moment où les réfugiés sont harcelés, maltraités, à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne, la police française déloge des camps de fortune des migrants dans le nord du pays ; le gouvernement refuse de satisfaire les revendications démocratiques des associations qui se battent aux côtés des réfugiés.

Le gouvernement alimente la campagne en faveur de « l'Europe forteresse », thème de prédilection de l'extrême droite, et veut utiliser cette crise migratoire pour pousser à la militarisation des frontières de l'UE.

Et il participe aux guerres responsables des déplacements massifs de populations, notamment en Afrique.

Pour toutes ces raisons, nous dénonçons la répression exercée par l'UE et ses Etats membres contre les réfugiés aux frontières des pays de l'est européen. Nous exigeons qu'ils puissent trouver refuge dans le pays de leur choix. Nous dénonçons l'impérialisme français qui participe activement aux guerres impérialistes contre les peuples. Et nous exigeons, avec les forces démocratiques, l'arrêt du harcèlement des migrants dans notre pays.

Paris 16 novembre 2021

**Parti Communiste des Ouvriers de France**